

Demain sera trop tard pour faire ce que nous aurions dû faire il y a longtemps: la trente-troisième newsletter (2018)



Chers amis, chères amies,

Salutations depuis le bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale.**

En 1992, Fidel Castro s'est rendu à Rio de Janeiro (Brésil) pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement où il annonça : » Demain sera trop tard pour faire ce que nous aurions dû faire il y a longtemps « . Il voulait inciter son audience à prendre des précautions contre les débris du capitalisme basé sur le carbone et de se tourner vers un système socialiste écologique. Le comité chargé de gouverner le monde – comme le Groupe des sept se voit volontiers – est rentré chez lui et n'a pas respecté les protocoles de Rio. Cuba avait d'autres ambitions.

Quatre ans avant la conférence de Rio, l'Organisation météorologique mondiale de l'ONU et le Programme des Nations Unies pour l'environnement ont créé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). On craignait que la destruction de l'environnement ne soit pas seulement nuisible à la planète et à ses habitants, mais qu'elle ne hâte aussi la disparition de la possibilité de la vie sur terre. Le GIEC avait un mandat très simple : étudier le risque de changement climatique lié à l'activité humaine, évaluer ses impacts potentiels et proposer des options de prévention possibles. Le GIEC, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2007 pour avoir mis en garde contre les conséquences catastrophiques du capitalisme induit par le carbone, a produit cinq grands rapports d'évaluation et un certain nombre de rapports spéciaux.

La semaine dernière, le GIEC a publié un **rapport** intitulé « *Réchauffement climatique de 1,5°C* ». Ce rapport dit qu'il faudrait « des changements rapides, profonds et sans précédent dans tous les aspects de la société ». Si la tendance actuelle de la consommation de carbone reste inchangée, le réchauffement ne sera pas contenu en dessous de 1,5°C. Lorsque le réchauffement de la planète dépassera 1,5°C, les récifs coralliens disparaîtront et le niveau de la mer s'élèvera. Les régions arides comme le Sahel africain s'assècheront complètement. La sécheresse et la famine deviendront plus fréquentes et des écosystèmes entiers mourront. « Des changements rapides, profonds et sans précédent » : on dirait que le GIEC essaie de dire au monde, avec prudence, que le système capitaliste ne sera tout simplement pas capable de faire face à la catastrophe que représente le réchauffement planétaire.

Dans un **article** important de la *Revue des études agraires* (2015), Tejal Kanitkar, de l'Institut Tata des sciences sociales, estime que le « budget carbone » pour limiter à 1,5°C le réchauffement planétaire est de 744 GtC (gigatonne de carbone). Le budget carbone est l'estimation de la quantité de dioxyde de carbone qui peut être émise pour maintenir l'augmentation de la température mondiale inférieure à un certain niveau au-dessus des niveaux préindustriels (la quantité fixée oscille entre 1,5°C et 2°C). Il ne restait de ce budget – en 2015 – que 77 GtC. La majeure partie de cette marge de manoeuvre pour le carbone a été absorbée par les pays industrialisés avancés, alors que les pays en développement n'utilisent qu'une fraction du budget carbone. Il n'y a pas actuellement de débat sérieux sur la manière dont, malgré la nécessité de réduire fortement l'utilisation du carbone, les pays les plus avancés vont maintenir leur immense absorption de cette « réserve » carbone tout en permettant au Sud de satisfaire les attentes des populations de leur pays. Le partage inéquitable des charges semble être la voie à suivre à moins que les pays du Sud ne soient en mesure d'exercer leur pouvoir sur les pays capitalistes avancés et de les empêcher d'établir un programme injuste.

L'attitude de ce comité chargé de gouverner le monde peut être mesuré par le commentaire de Trump au sujet de ce rapport du GIEC – « Je veux voir qui l'a fait ».



Panmao Zhai, secrétaire général de la Société météorologique chinoise et coprésident du Groupe de travail 1 du GIEC, a déclaré que « nous constatons déjà les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1°C dû à des conditions météorologiques plus extrêmes, à l'élévation du niveau des mers et à la diminution de la glace marine arctique ». L'un de ces impacts est la férocité des ouragans (comme le **montre** le rapport de 2007 du GIEC).

L'an dernier, deux ouragans majeurs ont frappé les Caraïbes : les ouragans Irma et Maria. Ils ont dévasté les nations insulaires de la Dominique jusqu'à Cuba. Mais les secours, la réhabilitation et le redressement dans ces îles n'étaient pas identiques. À Porto Rico – comme le montre la journaliste canadienne Naomi Klein dans un nouveau livre – le gouvernement des États-Unis ne s'est pas préparé aux ouragans et n'a pas aidé la population par la suite. Il avait plus d'intérêt à privatiser le réseau électrique qu'à le réparer dans les mois qui ont suivi. Klein appelle cela le « capitalisme du désastre » : la façon dont le profit crée des désastres et utilise ensuite les désastres pour faire de l'argent (vous pouvez lire ma critique du livre de Naomi **ici**).

Mais, à Cuba, non loin de Porto Rico et aussi durement frappée par les ouragans, la préparation a été beaucoup plus sophistiquée et la convalescence – malgré le manque de fonds – beaucoup plus rapide. Nous pourrions appeler cela le « socialisme des catastrophes » : la manière dont une société socialiste s'attaque aux événements extrêmes du changement climatique. Quand Castro est revenu de Rio en 1992, il est revenu dans une société qui avait déjà – depuis 1980 – été sensibilisée à l'importance de l'agro-écologie et de

l'environnementalisme. Après Rio, Cuba avait le vent en poupe malgré la perte de son partenaire soviétique et l'embargo par les États-Unis. L'utilisation de biopesticides et la protection des zones humides ont accompagné la décentralisation du réseau électrique. Le volontariat fait partie du tissu social cubain, une éthique qui était essentielle au lendemain de l'ouragan Maria. L'esprit de volontariat était tel que Cuba a envoyé des centaines de médecins pour aider d'autres îles des Caraïbes (Cuba a également proposé d'envoyer des médecins et des électriciens à Porto Rico, une offre rejetée par Washington). Après l'ouragan, j'ai écrit pour Frontline l'histoire de deux îles, comment les socialistes cubains avaient si bien planifié les ouragans et la reconstruction, alors que les capitalistes américains se sont lancés dans le désordre. Il y a beaucoup à apprendre de ces deux expériences. C'est une chose d'avoir les boutiques les plus tape-à-l'œil. C'en est une autre d'avoir une société qui n'est pas aliénée de la nature et qui ne néglige pas les gens.

L'année dernière, Cuba a annoncé une nouvelle politique de **Tarea Vida** (Protéger la vie), un programme de son Conseil des ministres visant à « accroître la résilience des communautés vulnérables », comme l'a déclaré Dalia Salabarría Fernández (biologiste marine au Centre national des aires protégées). L'élévation du niveau de la mer et la détérioration des récifs coralliens constituent un grave problème auquel Tarea Vida se propose de s'attaquer. Alors que le bloc capitaliste continue d'empoisonner le monde avec des toxines, l'atténuation des dégâts est déjà à portée de main à Cuba.

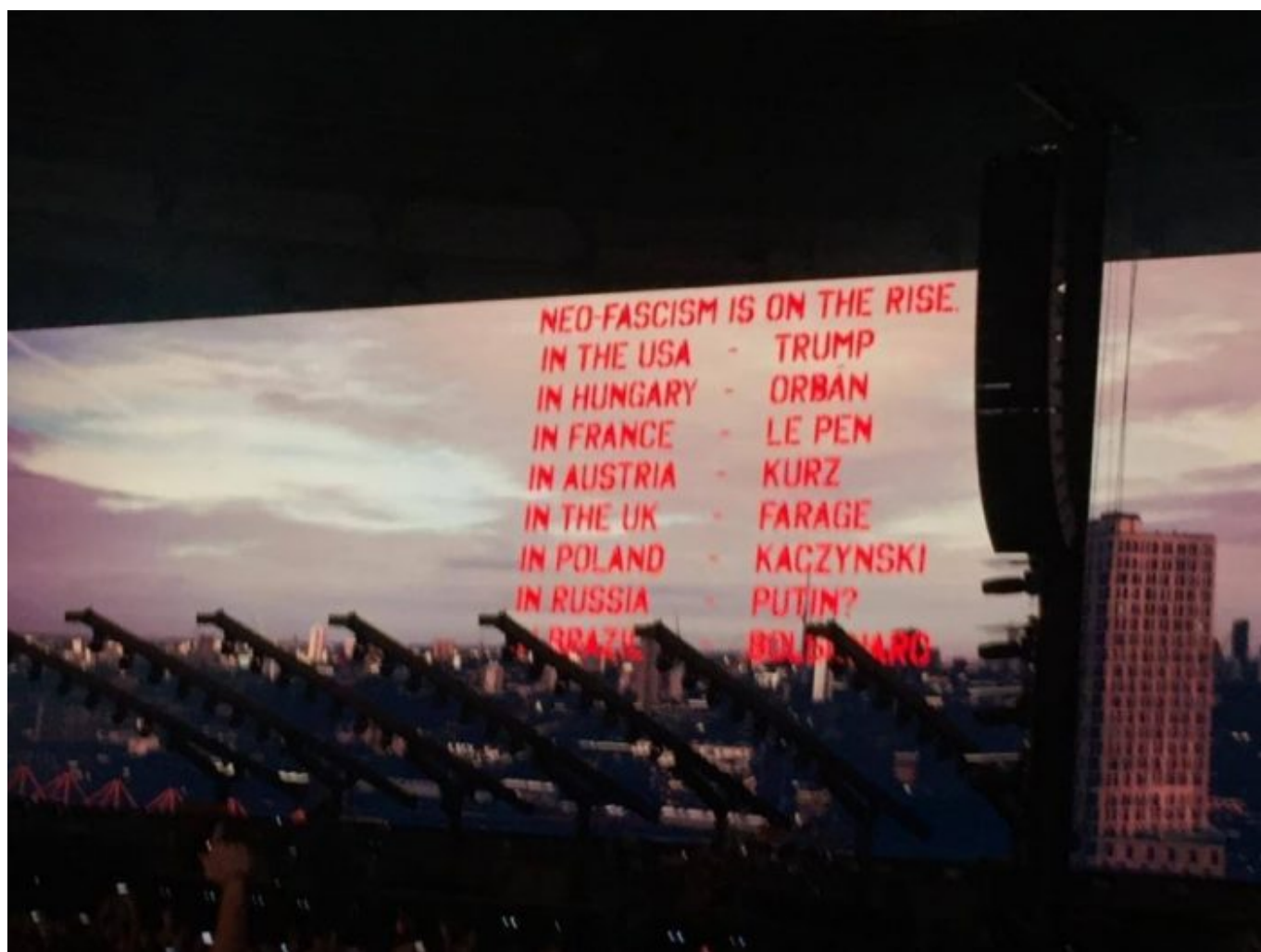


Cet été, la pluie est tombée à une cadence inimaginable sur le Kerala – créant des inondations qui font partie du cycle des conditions climatiques extrêmes dues au capitalisme. Le gouvernement du Front démocratique de gauche de l'État s'était préparé à la montée des eaux et il est entré en action. C'est également le cas de la

société du Kerala, où, grâce à un siècle de lutte sociale, les gens sont organisés en diverses coopératives et syndicats qui ont travaillé pour sauver la vie de personnes et d'animaux et pour offrir un refuge à un grand nombre de personnes (voir l'**article** de P. Sainath, Senior Fellow du Tricontinental). L'action publique forte de l'État et de la société au Kerala reflète l'action publique forte à Cuba.

Notre équipe du Tricontinental à Delhi a enquêté sur les inondations du Kerala et de l'action publique qui caractérise la catastrophe. Notre **Dossier no. 9** (How Kerala Fought the Heaviest Deluge in Nearly a Century) décrit la gravité de la tempête, les destructions causées par les inondations, et surtout, le travail accompli par la population et son gouvernement pour sauver des vies et reconstruire les villages et les villes. C'est une histoire puissante, une histoire inspirante bien sûr, mais aussi une histoire qui montre comment un gouvernement de gauche peut prendre des mesures maintenant pour atténuer les dangers du changement climatique. Les gouvernements de gauche, comme l'a **dit** récemment l'économiste VK Ramachandran (vice-président du Kerala State Planning Board), doivent comprendre que « la résilience climatique est une partie très importante de la planification des ressources ». C'est la nature de la Tarea Vida de Cuba et c'est ce sur quoi nous devons nous concentrer sérieusement. La couverture de notre dossier a un dessin du brillant artiste Orijit Sen (je l'ai utilisé comme image principale pour cette newsletter – ci-dessus).

Notre image de la semaine est celle du leader communiste au Kerala AK Gopalan (voir ci-dessous). Ce sont des gens comme AKG qui ont travaillé pour créer une société de coopératives et d'associations bénévoles ainsi qu'un gouvernement d'État donné au peuple ; c'est cette société et cet État qui ont sanctifié l'action publique. Il convient de noter que c'est AKG qui a été le fer de lance de la création des coopératives de travail pour la production et la vente du café – l'Indian Coffee Workers Cooperative Society qui gère l'Indian Coffee House, disponible dans toute l'Inde (mon préféré est à Kolkata, sur College Street).



La photo ci-dessus est tirée d'un **concert** de Roger Waters de Pink Floyd à São Paulo (Brésil). C'est après le premier tour des élections que le candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, a frôlé la victoire. Au second tour, le 28 octobre, il sera interpellé par le candidat du Parti des travailleurs, Fernando Haddad. On espère qu'Haddad pourra galvaniser l'indignation contre le fascisme de Bolsonaro. Les médias patronaux brésiliens soutiennent Bolsonaro, qui est soutenu par une bourgeoisie plus préoccupée par les dangers que représente l'appauvrissement que par la montée des fascistes. La toile de fond de l'exposition Waters a catalogué la montée du néofascisme, de Trump down à Bolsonaro. C'est le *dramatis personae* de nos monstres (Waters a négligé Duterte, Erdogan et Modi – figures dans le livre édité *Strongmen*).

Trump s'était moqué du rapport du GIEC. Il n'est pas sérieux au sujet du réchauffement climatique. Mais il est sérieux au sujet de ses autres petites – mais dangereuses – guerres : sa guerre contre l'Iran et sa guerre contre la Chine. En ce qui concerne l'Iran, Trump et ses acolytes ont **déclaré** qu'il y aurait « l'enfer à payer » si un citoyen américain est blessé par les Iraniens en Asie occidentale (ils se concentrent sur la Syrie). Ils cherchent une raison de détruire l'Iran. Sur la Chine, Trump poursuit sa guerre commerciale. Il y a maintenant un débat sérieux sur la question de savoir si la Chine cessera d'acheter la dette des États-Unis – une décision politique qui aurait un impact sur tous les aspects de la puissance américaine (veuillez consulter mon rapport sur la Chine **ici**).

Les hommes forts comme Trump ne s'intéressent pas aux humains ou à la nature. Ils s'intéressent au pouvoir et à l'argent. Pour eux, ce que font les gens à Cuba et au Kerala n'est pas intéressant. Ils sont en train de créer l'enfer sur terre – des endroits comme la cabane d'**Agbogbloshie** à Accra (Ghana), où les débris du capitalisme vont être démolis et réutilisés. La poétesse américaine Marge Piercy pense à ces hommes forts, quand elle écrit -'Comment se portent ces hommes si froids et pleins de malice? ». Ils le supportent parce que cela leur profite. Ils gagnent de l'argent grâce aux gens et à la nature. C'est la limite de leurs ambitions.

Chaleureusement,

Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey*



A.K.
GOPALAN

1904–1977